

§ 3. Pour les membres du personnel qui sont liés par un contrat de travail dans une classe du niveau A, un avenant fixe la filière de métiers à laquelle ils appartiennent. Sans préjudice des dispositions générales en matière de contrat de travail, la proposition d'avenant est traitée selon la procédure visée au paragraphe 1^{er}, alinéas 2 et 3.

La classe mentionnée dans le contrat de travail est censée être leur classe de métiers. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 2004.

Art. 3. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch. DUPONT

§ 3. Voor de personeelsleden die verbonden zijn door een arbeids-overeenkomst in een klasse van niveau A, bepaalt een aanhangsel de vakrichting waartoe zij behoren. Onverminderd de algemene bepalingen inzake de arbeidsovereenkomst, wordt het voorstel van aanhangsel behandeld overeenkomstig de procedure bepaald in § 1, tweede en derde lid.

De in de arbeidsovereenkomst vermelde klasse wordt geacht hun vakklasse te zijn. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2004.

Art. 3. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
Ch. DUPONT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2005 — 1273

[C — 2005/03422]

13 MAI 2005. — Arrêté royal modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre concernant le relevé annuel en matière de taxe sur l'épargne à long terme

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature assure l'exécution de l'article 187³ du Code des taxes assimilées au timbre. Cet article contient la procédure en matière de paiement et de contrôle de la taxe sur l'épargne à long terme. Le § 1^{er}, alinéa 3 de cet article donne au Roi la compétence pour définir "tout document dont la production est nécessaire au contrôle de la perception de la taxe". L'article 227, § 2, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre établit que, à la fin de chaque année, les redevables de la taxe doivent établir et signer un relevé de tous les contrats d'assurance ou comptes-épargne pour lesquels la taxe sur l'épargne à long terme a été acquittée au cours de l'année pour laquelle le relevé est fait. L'article 227, § 2, alinéa 2 en vigueur du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre établit que ce relevé doit être établi sur un support informatique et selon un modèle déterminé par le Ministre des Finances ou son délégué.

L'extrême urgence est motivée par le souci de faire correspondre la législation avec une procédure qui peut déjà être mise en œuvre dans la pratique, pour laquelle les applications pratiques et les instructions sont prêtes et ont déjà été distribuées aux intéressés, mais qui, compte tenu de la non adaptation de l'article 227 du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre ne peut, selon la loi, pas être appliquée.

Le Conseil d'Etat a observé dans son avis 38.323/2 du 20 avril 2005 que trop de temps s'est écoulé entre la réception de l'avis de l'Inspecteur des Finances et la demande d'avis du Conseil d'Etat. Il faut remarquer que le délai qui s'est déjà écoulé n'enlève rien à l'extrême urgence qui est toujours motivée par la nécessité pratique : les redevables de la taxe sont prêts à déposer les relevés par internet et n'attendent plus en fait que l'adaptation formelle de l'article 227 du Code des taxes assimilées au timbre. Les relevés doivent être introduits pour le 31 mai 2005 au plus tard.

Le Conseil d'Etat remarque ensuite que le projet n'avait pas besoin de l'accord du Ministre du Budget et qu'il faut donc supprimer cette mention du projet. L'avis est suivi. Les remarques relatives au préambule sont également suivies.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2005 — 1273

[C — 2005/03422]

13 MEI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen betreffende de jaarlijkse staat inzake de taks op het lange termijnsparen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd regelt de tenuitvoerlegging van artikel 187³ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Dit artikel bevat de procedure inzake betaling en controle van de taks op het lange termijnsparen. Het derde lid van § 1 van dit artikel geeft aan de Koning de bevoegdheid om "elk stuk waarvan het overleggen nodig is voor de controle van de heffing van de taks" vast te leggen. Welnu, artikel 227, § 2, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen bepaalt dat de schuldenaars van de taks op het einde van ieder jaar een staat moeten opstellen en ondertekenen van alle verzekeringscontracten of spaar-rekeningen waarvoor de taks op het lange termijnsparen betaald werd in de loop van het jaar waarvoor de staat wordt opgesteld. Het huidige tweede lid van § 2 van artikel 227 van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen stelt dat deze staat moet opgesteld worden op een magnetische informatiedrager, waarbij het model van de staat en van de informatiedrager worden vastgesteld door de Minister van Financiën of zijn afgevaardigde.

De hoogdringendheid werd dan ook gemotiveerd vanuit het oogpunt om de wetgeving aan te laten sluiten bij een procedure die reeds in de praktijk kan worden toegepast, de praktische toepassingen en instructies zijn klaar en werden reeds onder de belanghebbenden verspreid, maar die, gelet op de niet aanpassing van artikel 227 van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, volgens de wet niet kan worden toegepast.

De Raad van State merkt in zijn advies 38.323/2 van 20 april 2005 op dat er veel tijd verstreken is tussen het verkrijgen van het advies van de Inspecteur van Financiën en de vraag om advies aan de Raad van State. Er moet worden opgemerkt dat de termijn die reeds verstreken is geen afbreuk doet aan de hoogdringendheid, die nog steeds gemotiveerd wordt uit het oogpunt van praktische noodzakelijkheid : de schuldenaars van de taks zijn klaar om de staten via internet in te dienen, en wachten in feite enkel nog op de formele aanpassing van artikel 227 van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen. De staten moeten uiterlijk worden ingediend op 31 mei 2005.

De Raad van State merkt vervolgens op dat het ontwerp geen akkoordbevinding van de Minister van Begroting behoeft, zodat deze vermelding in het ontwerp moet worden geschrapt. Het advies wordt gevolgd. De opmerkingen inzake de aanhef worden eveneens gevolgd.

Le Conseil d'Etat observe ensuite que le transfert de compétence au Ministre des Finances ou à son délégué, comme prévu à l'article 227, § 2, alinéa 2, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, va trop loin. Il faut remarquer à cet égard que le § 2 en vigueur donne déjà au Ministre des Finances la compétence pour déterminer le modèle du relevé et du support informatique. Ici, le texte projeté ne concerne que le transfert de compétence d'un élément secondaire de la procédure et pas de l'entièreté de la procédure. Il résulte clairement de l'économie de l'article 227 du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre que le Ministre des Finances ou son délégué n'est en réalité compétent que pour fixer le modèle du formulaire web et du fichier xml et pour imposer à l'utilisateur le certificat digital dont il doit disposer et toutes les autres exigences pratiques pour pouvoir participer au nouveau système électronique. En d'autres mots, il ne s'agit que d'une compétence extrêmement réduite. L'avis du Conseil d'Etat n'est donc pas suivi.

Le Conseil d'Etat établit que l'arrêté royal doit désigner lui-même le "service compétent". Le point de vue du Conseil d'Etat est suivi : l'article 1^{er}, b), de l'arrêté royal projeté, qui remplace l'article 227, § 3, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre est donc aussi modifié. L'alinéa 1^{er} du § 3 en vigueur de l'article 227 du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre prévoit déjà comme service compétent le "Centre de traitement de l'Information (C.T.I.) de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines". L'alinéa 1^{er} est donc aussi maintenu. Étant donné que désormais, les redevables de la taxe ne doivent plus délivrer un double du relevé au Centre de documentation de l'Administration des impôts directs, il ne faut abroger que l'alinéa 2 du § 3.

Pour ce qui concerne l'entrée en vigueur, le Conseil d'Etat remarque que l'effet rétroactif du projet ne se justifie pas. L'avis est suivi : l'arrêté royal entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

AVIS 38.323/2 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 15 avril 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre concernant le relevé annuel en matière de la taxe sur l'épargne à long terme", a donné le 20 avril 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« De speedprocedure wordt verantwoord door de omstandigheid dat ingevolge artikel 227, § 3, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, de staten vóór 1 juni van het jaar volgend op dat waarop de staat betrekking heeft moeten ingediend worden bij de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De staten moeten, net zoals voorheen, ingediend worden vóór 1 juni van het jaar volgend op dat waarop de staat betrekking heeft. In dit geval dus vóór 1 juni 2005. »

Alors que l'avis de l'Inspecteur des Finances a été demandé "zo spoedig mogelijk" et qu'il a été obtenu le 8 mars 2005, ce n'est que le 15 avril 2005 que le Conseil d'Etat a été saisi d'une demande d'avis dans un délai de cinq jours ouvrables.

Vervolgens merkt de Raad van State op dat de bevoegdheidsoverdracht van de Minister van Financiën aan zijn afgevaardigde, zoals voorzien in het ontworpen tweede lid van artikel 227, § 2, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, te ver gaat. Hier moet worden opgemerkt dat de bestaande § 2 de bevoegdheid tot het vastleggen van het model van de staat en van de informatiedrager al verleent aan de Minister van Financiën of zijn afgevaardigde. Welnu, de ontworpen tekst betreft slechts de bevoegdheidsoverdracht van een secundair element van de procedure en niet van de gehele procedure op zich. Uit de economie van artikel 227 van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen volgt duidelijk dat de Minister van Financiën of zijn afgevaardigde in feite enkel bevoegd is om het model van het webformulier en het xml-bestand vast te leggen, alsmede om aan de gebruiker op te leggen over welk digitaal certificaat hij moet beschikken en al de andere praktische vereisten om aan het nieuwe elektronische systeem te kunnen deelnemen. Met andere woorden, het gaat slechts om een zeer beperkte bevoegdheid zodat de opmerking van de Raad van State niet wordt gevolgd.

De Raad van State stelt dat het koninklijk besluit zelf de "bevoegde dienst" moet aanduiden. Het standpunt van de Raad van State wordt gevolgd : artikel 1, b) van het ontworpen koninklijk besluit, dat artikel 227, § 3, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen vervangt, wordt dan ook gewijzigd. Het huidige eerste lid van § 3 van artikel 227 van voormelde Algemene Verordening bevat reeds "het Centrum voor Informatieverwerking (C.I.V.) van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen", als bevoegde dienst. Het eerste lid blijft dan ook behouden. Vermits er voortaan door de schuldenaars van de taks geen dubbel van de staten meer moeten worden afgeleverd op het bevoegd Documentatiecentrum van de Administratie der directe belastingen, moet enkel het tweede lid van § 3 worden opgeheven.

Aangaande de inwerkingtreding merkt de Raad van State op dat de terugwerkende kracht van het ontwerp niet gerechtvaardigd is. Het advies wordt gevolgd : het koninklijk besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

ADVIES 38.323/2 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 april 2005 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen betreffende de jaarlijkse staat inzake de taks op het lange termijnsparen", heeft op 20 april 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

« De speedprocedure wordt verantwoord door de omstandigheid dat ingevolge artikel 227, § 3, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, de staten vóór 1 juni van het jaar volgend op dat waarop de staat betrekking heeft moeten ingediend worden bij de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De staten moeten, net zoals voorheen, ingediend worden vóór 1 juni van het jaar volgend op dat waarop de staat betrekking heeft. In dit geval dus vóór 1 juni 2005. »

Hoewel het advies van de Inspecteur van Financiën "zo spoedig mogelijk" is gevraagd en het op 8 maart 2005 is uitgebracht, is bij de Raad van State niet eerder dan op 15 april 2005 een aanvraag aanhangig gemaakt om binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur la circonstance que le délai écoulé entre l'obtention de l'avis de l'Inspecteur des Finances et la date de saisine du Conseil d'Etat pourrait être jugé de nature à démentir l'urgence alléguée dans la lettre de demande d'avis et mener, le cas échéant, à la suspension ou à l'annulation de l'arrêté par la section d'administration du Conseil d'Etat. La fragilité de la motivation de l'urgence serait encore accentuée si un délai relativement long devait s'écouler entre le moment où est donné le présent avis et celui où l'arrêté sera publié.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limiterait son examen au fondement légal du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Selon l'avis du 8 mars 2005 de l'Inspecteur des Finances, le projet examiné n'a pas d'impact budgétaire.

Le projet n'entre donc pas dans le champ d'application de l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, raison pour laquelle la mention de l'accord du Ministre du Budget doit être omise du préambule, celui-ci devant uniquement faire état de l'accomplissement des formalités requises par une disposition législative ou réglementaire.

Fondement juridique

Préambule

1. L'alinéa 3 doit être complété par la date à laquelle l'avis qu'il vise a été donné : il s'agit du 8 mars 2005.
2. Comme indiqué ci-avant concernant les formalités préalables, l'alinéa 4 doit être omis.
3. A l'alinéa 6, il faut écrire "article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o".

Dispositif

Article 1^{er}

1. S'il appartient au Roi d'exercer lui-même les pouvoirs qui lui sont attribués en qualité de titulaire du pouvoir exécutif, il est toutefois possible que, dans certaines limites, un arrêté royal attribue une compétence réglementaire à un ministre.

En l'espèce, comme il s'agit de déterminer la procédure selon laquelle le relevé visé sera transmis "via une liaison internet sécurisée", une délégation de compétence au ministre est envisageable puisqu'elle porte sur un élément d'ordre secondaire.

Par contre, la faculté laissée au ministre, par le point a) de la disposition examinée, de subdéléguer l'intégralité de la compétence réglementaire qu'il reçoit du Roi ne peut être admise car elle porte atteinte au principe d'unité du pouvoir réglementaire, qui est un des aspects de l'unicité du pouvoir exécutif : les mots "ou son délégué" doivent dès lors être omis.

2. Selon l'article 187-3 du Code des taxes assimilées au timbre, qui constitue le fondement légal du projet, le "bureau compétent" pour la taxe visée doit être déterminé par arrêté royal.

Le projet ne peut dès lors prévoir, comme cela figure au point b), que les relevés concernés doivent être remis "au service compétent du Service public fédéral Finances". Il convient au contraire que l'arrêté en projet désigne lui-même le "bureau compétent".

Article 2

En application de la réglementation actuellement en vigueur, de nombreux redevables de la taxe sur l'épargne à long terme ont déjà pu, depuis le 1^{er} janvier 2005, accomplir régulièrement leur devoir d'information vis-à-vis de l'administration fiscale en remettant, sous la forme d'un support magnétique, le relevé concerné au service désigné par l'article 227, § 3, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre.

De steller van het ontwerp wordt er opmerkzaam op gemaakt dat de tijd die verstreken is tussen de ontvangst van het advies van de Inspecteur van Financiën en de datum waarop de adviesaanvraag bij de Raad van State aanhangig is gemaakt, geacht zou kunnen worden de spoedeisendheid te weerleggen die in de brief met de adviesaanvraag wordt aangevoerd en, in voorkomend geval, zou kunnen leiden tot de schorsing of de nietigverklaring van het besluit door de afdeling Administratie van de Raad van State. De motivering van het verzoek om spoedbehandeling zou nog wankeler worden mocht vrij veel tijd verlopen tussen het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven en het ogenblik waarop het besluit bekendgemaakt wordt.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt van afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Volgens het advies d.d. 8 maart 2005 van de Inspecteur van Financiën heeft het voorliggende ontwerp geen budgettaire weerslag.

Het ontwerp valt dus niet binnen de werkingssfeer van artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, om welke reden de vermelding van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting in de aanhef dient te vervallen, aangezien in de aanhef alleen gewag dient te worden gemaakt van het vervullen van de vormvereisten die door een wets- of verordeningbepaling worden opgelegd.

Rechtsgrond

Aanhef

1. Het derde lid behoort te worden aangevuld met de datum waarop het daarin vermelde advies is uitgebracht, dat is 8 maart 2005.
2. Zoals hiervoor in verband met de voorafgaande vormvereisten is aangegeven, dient het vierde lid te vervallen.
3. In het zesde lid behoort te worden geschreven "artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o".

Dispositief

Artikel 1

1. Hoewel de Koning, in zijn hoedanigheid van persoon bij wie de uitvoerende macht berust, de aan hem opgedragen bevoegdheden zelf dient uit te oefenen, is het evenwel mogelijk om binnen bepaalde grenzen bij een koninklijk besluit een verordenende bevoegdheid aan een minister toe te kennen.

Aangezien het de bedoeling is de procedure vast te leggen volgens welke de staat in kwestie "via een beveiligde internetverbinding" moet worden ingediend, kan in casu een overdracht van bevoegdheid aan de Minister overwogen worden, doordat die bevoegdheid betrekking heeft op een zaak van secundair belang.

Daarentegen kan de mogelijkheid die door punt a) van de onderzochte bepaling aan de Minister wordt gelaten om de reglementaire bevoegdheid die hij van de Koning opgedragen krijgt integraal over te dragen, niet worden aanvaard, aangezien ze het beginsel van de eenheid van de verordenende macht aantast, welk beginsel een van de aspecten is van de eenheid van de uitvoerende macht: de woorden "of zijn afgevaardigde" dienen dan ook te vervallen.

2. Volgens artikel 187-3 van het Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde taksen, dat de rechtsgrond van het ontwerp is, moet "het kantoor dat bevoegd is" voor de taks in kwestie bij koninklijk besluit worden vastgesteld.

In het ontwerp mag dan ook niet worden bepaald, zoals in punt b), geschiedt, dat de staten waarvan sprake is, moeten worden ingediend "bij de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën". Er behoort daarentegen in het ontworpen besluit zelf te worden bepaald welk "kantoor bevoegd is".

Artikel 2

Met toepassing van de thans geldende regelgeving hebben vele schuldenaars van de taks op het lange termijnsparen reeds sedert 1 januari 2005 hun informatieverplicht ten aanzien van de fiscale administratie op regelmatige wijze kunnen vervullen door in de vorm van een magnetische drager de bewuste staat te bezorgen aan de dienst aangewezen in artikel 227, § 3, van de Algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen.

La rétroactivité au 1^{er} janvier 2005 donnée au projet a pour effet que ces redevables devraient à nouveau transmettre les informations déjà communiquées et ce par un mode différent et selon une procédure nouvelle qui reste à déterminer.

La non rétroactivité des actes administratifs est de règle en vertu d'un principe général de droit.

En l'absence d'autorisation légale à adopter une disposition rétroactive, et tel est le cas en l'espèce, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Concernant la disposition examinée, le Conseil d'Etat n'aperçoit aucune justification à l'effet rétroactif donné au projet : cet effet rétroactif doit donc être omis.

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, président de chambre,
M. P. Hanse et Mme M. Baguet, conseillers d'Etat,
Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. Ronvaux, auditeur adjoint.

(...)

Le greffier,
B. Vigneron.

Le président,
Y. Kreins.

13 MAI 2005. — Arrêté royal modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre concernant le relevé annuel en matière de taxe sur l'épargne à long terme

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des taxes assimilées au timbre, notamment l'article 187³;

Vu le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, notamment l'article 227;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 mars 2005;

Vu l'urgence motivée par le fait que selon l'article 227, § 3, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, les relevés doivent être remis avant le 1^{er} juin de l'année qui suit celle à laquelle le relevé se rapporte, auprès du service compétent du Service public fédéral Finances;

Vu l'avis 38.323/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 avril 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 227 du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, inséré par l'arrêté royal du 30 juin 1993, sont apportées les modifications suivantes:

a) le § 2, alinéa 2, est remplacé comme suit :

« Ce relevé doit être transmis via une liaison internet sécurisée et selon une procédure déterminée par le Ministre des Finances ou son délégué. »

b) le § 3, alinéa 2, est supprimé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Naples, le 13 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

De terugwerking tot 1 januari 2005 die aan het ontwerp wordt verleend, heeft tot gevolg dat die belastingplichtigen de reeds meege-deelde inlichtingen nogmaals zouden moeten inzenden en zulks op een andere wijze en volgens een nieuwe procedure die nog moet worden bepaald.

De niet-retroactiviteit van bestuurshandelingen is gebruikelijk krachtens een algemeen rechtsbeginsel.

Bij ontstentenis van een wettelijke machtiging om een terugwerkende bepaling aan te nemen, hetgeen in casu het geval is, kan retroactiviteit alleen aanvaard worden in uitzonderlijke gevallen, wanneer ze noodzakelijk is, inzonderheid voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voorzover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten.

Wat de onderzochte bepaling betreft, ziet de Raad van State geen enkele reden voor de terugwerkende kracht die aan het ontwerp wordt verleend: die terugwerkende kracht dient dan ook te vervallen.

De kamer was samengesteld uit :

De heer Y. Kreins, kamervoorzitter,
De heer P. Hanse en Mevr. M. Baguet, staatsraden,
Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. Ronvaux, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte, staatsraad.

De griffier,
B. Vigneron.

De voorzitter,
Y. Kreins.

13 MEI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taken betreffende de jaarlijkse staat inzake de taks op het lange termijnsparen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken, inzonderheid artikel 187³;

Gelet op de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taken, inzonderheid op artikel 227;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 2005;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat ingevolge artikel 227, § 3, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taken, de staten vóór 1 juni van het jaar volgend op dat waarop de staat betrekking heeft moeten ingediend worden bij de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën;

Gelet op advies 38.323/2 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 227 van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taken, ingevoegd bij koninklijk besluit van 30 juni 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) § 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Deze staat moet ingediend worden via een beveiligde internetverbinding en volgens een procedure die wordt vastgelegd door de Minister van Financiën of zijn afgevaardigde. »

b) § 3, tweede lid, wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Napels, 13 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS